

Section des Côtes d'Armor

DECLARATION LIMINAIRE AU CTPD DU 19 septembre 2011

Monsieur le Président,

Ce CTPD se réunit dans un contexte de rentrée socialement difficile.

La Confédération CGT-FO refuse et combat la dictature de la dette. Cette dette n'est pas la dette des salariés.

Le système capitaliste est en crise, les marchés financiers dictent la politique économique des Etats.

On demande aux salariés de sauver les banques.

Ce n'est pas aux salariés de payer les pots cassés de la spéculation boursière internationale.

Concernant la règle d'or, si un référendum était organisé, la Confédération CGT-FO appellerait à voter contre. Si la règle d'or était appliquée, ce changement vers un régime dictatorial nierait la possibilité de toutes revendications salariales et ferait voler en éclat la protection sociale basée sur le salaire différé. Si cette règle avait existé en 2008, le système bancaire serait en faillite.

Pour la Confédération CGT-FO, ce sont les salaires qui prévalent, il faut revendiquer pour les salaires, **pour l'augmentation du point d'indice.**

Dans la fonction publique, le Premier ministre a présenté les mesures arrêtées par le gouvernement. Après avoir rappelé

- le gel des dépenses de l'Etat et des dotations aux collectivités locales,
- la poursuite de la RGPP,
- le réexamen systématique de l'ensemble des dépenses d'intervention et de fonctionnement des ministères,
- le non remplacement d'un départ sur deux à la retraite, à la DGFIP ; 2 sur trois ne sont pas remplacés,
- la progression « strictement limitée » des dépenses de santé,

le gouvernement a ajouté que, pour 2011, c'est purement et simplement 500 M€ de crédits budgétaires, à prendre dans les dépenses des ministères (sur des budgets déjà fortement réduits) !

Pour 2012, c'est encore 1 milliard d'euros supplémentaires que devraient sacrifier les ministères dans les dépenses !

Enfin, le gouvernement veut augmenter en 2012 de 1 milliard d'euros le montant des crédits « mis en réserve » sur les différents ministères. Ce gel, en vigueur depuis plusieurs années, passerait ainsi de 5 à 6 milliard d'euros.

**Pour la FGF-Force Ouvrière, la Fonction publique n'échappe pas à la rigueur ...
tout cela en rajoute à la politique destructrice du service public.**

En ce qui concerne le bilan départemental de la campagne IR 2011, force est de constater une explosion de l'accueil physique, plus de 30% par rapport à 2010.

Cette augmentation se déroule comme vous le soulignez dans un environnement très contraint en terme d'effectifs. La télédéclaration, à défaut de soulager le travail des agents, se révèle par ses tâches induites, d'une lourdeur équivalente aux tâches de saisies classiques.

Doit-on se réjouir du calendrier 2011, où l'absence de ponts a permis la continuité des services au détriment de la pression ressentie par les agents ?

Nous vous rappelons que la DGFIP a à déplorer 76 suicides en 3 ans. Le rôle d'un directeur

départemental n'est-il pas d'alerter le directeur général des conséquences désastreuses des problèmes liés aux sous-effectifs ?

Autre conséquence, pour FO DGFIP, les travaux du DUERP ne pourront être autre chose que des analyses statistiques, un placebo; faute de moyens conséquents permettant la satisfaction des besoins légitimes, au niveau emplois et conditions de travail.

La mise en place de CHORUS, décision dogmatique de la RGPP, conduit à des surcoûts importants sur le budget de l'Etat que les ministères, dont le nôtre, doivent compenser sur leurs budgets de fonctionnement et d'investissement (déjà réduits de 10 % sur 2011-2013) ou **sur les mesures catégorielles destinées aux agents**. Les agents paient la privatisation des services de l'Etat. Qu'en est-il du budget de la DDFIP 22 sur les années 2011-2012 ?

Au plan départemental, nous voudrions avoir des précisions suite aux diverses réunions concernant les trésoreries d'Etables, de Moncontour, de Plestin et de la paierie départementale.

FO DGFIP 22 se félicite de la pétition intersyndicale rappelant les revendications des agents.

Pour Force Ouvrière

Il est urgent d'arrêter les suppressions d'emplois.

Il faut nous restituer les milliers d'emplois supprimés.

**Il faut arrêter la RGPP et les contre-réformes,
maintenir tous les sites et toutes les missions.**

Force Ouvrière revendique

5% d'augmentation de la valeur du point d'indice pour les années 2011 et 2012.

44 points d'indice pour tous au titre de la perte du pouvoir d'achat depuis 2000.